



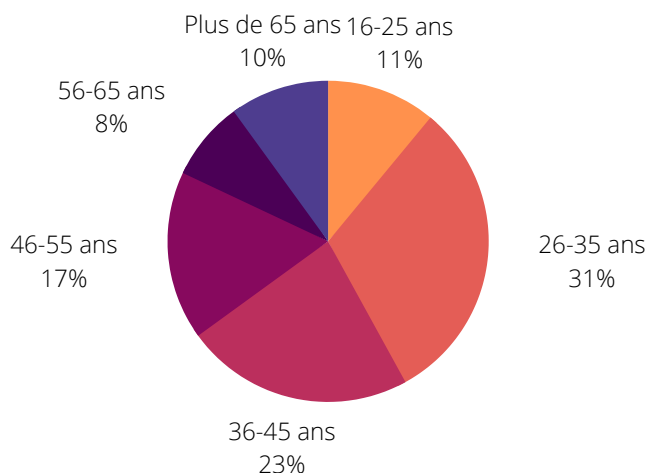
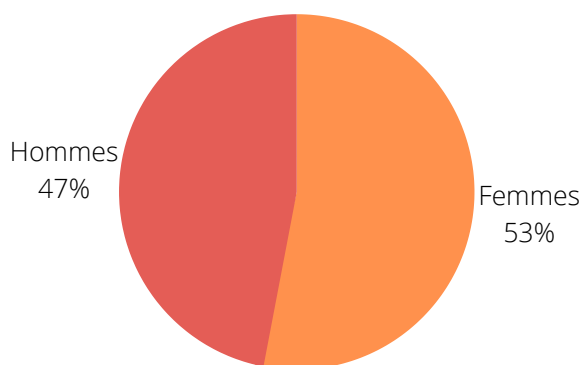
Construire ensemble le paysage de l'eau à Bruxelles : le coût, la qualité et la performance des services !

Cette deuxième rencontre, à laquelle **84 personnes ont participé**, a permis d'explorer une des trois questions soulevées lors de la première rencontre :

Comment garantir la qualité et la performance des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement des eaux usées sans engendrer des coûts excessifs ?



84 personnes
ont participé à cette
deuxième rencontre



Trois questions ont été posées aux citoyen·nes présent·es lors de la deuxième rencontre afin d'identifier les nœuds de travail. Voici un condensé des réponses exprimées.

Qu'est-ce qui, selon vous, devrait se retrouver dans le tarif de l'eau et donc être financé par l'utilisateur ?

Coûts d'investissement
(rénovation et
extension du réseau)

POUR

Coûts de maintenance
des infrastructures

POUR

Coûts d'investissement
(mise à niveau des
stations d'épuration)

POUR

Fonds de solidarité
internationale (N-S)

Plutôt POUR

Coûts liés à la lutte
contre les inondations

Plutôt CONTRE

Coûts
d'aménagement pour
une ville éponge

PARTAGÉ

Fonds Social Eau (FSE)

POUR

Coûts
environnementaux

POUR

Adoucissement de
l'eau collectif

PARTAGÉ

Autres propositions de financement et questions en débat

Investissement

(rénovation/extension)

- Propositions pour l'eau de pluie : gestion via impôt ou redevance liée à la perméabilisation.
- Débat : financement privé d'un bien public ?

Ville éponge

- Autres propositions : budget européen, impôts, redevance/taxe selon l'imperméabilité du terrain et la pollution des eaux pluviales, rôle politique.
- Questions : quid du pollueur-payeur ?

Investissements

(stations d'épuration)

- Débat : Pour si public, Contre si privé.

Maintenance

- Question : quid de la maîtrise d'efficacité du processus ?

Adoucissement de l'eau

- POUR : Adoucissement collectif préférable à l'individuel et cela permet de réduire l'obsolescence des électroménagers.
- MAIS ce n'est pas une priorité.
- CONTRE : laissons notre eau telle qu'elle est.

Inondations

- Autres propositions : budget européen, impôts, taxe contre l'imperméabilisation, redevance, rôle politique, payer via les permis.

Fonds Social Eau (FSE)

- Fait la différence pour les ménages précarisés : augmenter le montant des mesures d'aide si le prix de l'eau venait à augmenter.
- Créer un tarif social lié au revenu/aide sociale plutôt que progressif sur la consommation.

Coûts environnementaux

- Pour, mais il faut préciser lesquels.
- Éviter d'éventuelles redondances de coûts (vétusté déjà reprise, par exemple).

Fonds de solidarité

- Questions : sur quelle base volontaire ? La facture est-elle le meilleur endroit pour une telle récolte de fonds ?

Quelles questions aimeriez-vous poser aux expert.e.s ?

Quelles sont les possibilités pour financer la gestion intégrée des eaux pluviales ?

Quels sont les plans mis en place pour renouveler les égouts en temps voulu ?

Comment pouvons-nous garantir la qualité de l'eau ?

Comment anticiper l'adaptation aux changements climatiques ? Peut-on prévoir un fonds financier via les factures actuelles ?

S'il y a taxation, quelle sera la contribution des navetteurs et des acteurs internationaux qui ont des bâtiments sur le territoire de la région ?

Quel mécanisme mettre en place pour 'taxer' au prorata de la quantité des eaux pluviales rejetées dans le réseau ?

Dans quels secteurs ou utilisations les plus grandes économies d'eau peuvent-elles être réalisées ?

Que font les autres régions et les villes de taille similaire à Bruxelles ?

Quelle est la part de la facture d'eau qui est redistribuée pour la préservation des ressources en eau ? Que représentent les coûts environnementaux ?

Le droit fondamental à l'eau peut-il être garanti à jamais ?

Comment aider les citoyens qui ne seront pas situés dans le plan de zonage quant à l'épuration de leurs propres eaux ?

Comment l'approvisionnement en eau potable est-il garanti, et que se passe-t-il en cas de surproduction ?

Comment garantir la maîtrise des coûts sur le long terme, alors que l'eau devient plus rare ?

Quelles actions concrètes, quels mécanismes pourraient soutenir la solidarité économique (savoir payer sa facture d'eau) et l'accès à des débits d'eau potable dans les espaces publics (robinets, douches, etc.) ?

Solidarité économique

- Tarifs différenciés et redistribution ciblée
- Aides matérielles en termes d'infrastructures
 - Réparations
 - Remplacement de machines à grande consommation
- Accès à l'information
 - Conseils de réparations
 - Soutien à l'analyse de la consommation
 - Prévention des usages de l'eau
 - Communication sur les fonds sociaux dans la facture
- Taxation des usages non essentiels
- Utilisation d'eaux de sortie de stations d'épuration pour un usage industriel et/ou agricole, à moindre coût
- Facturer mensuellement plutôt qu'annuellement
- Éviter de multiplier les taxes

Accès à l'eau

- Augmenter l'accès à des équipements publics
 - Toilettes
 - Lavoirs
 - Fontaines
 - Bains et douches
- Installer des cartes et des pictogrammes pour indiquer les points d'eau dans la ville
- Développer une application qui indique les points d'eau dans la ville
- Créer un fonds social via la facture d'eau
- Maintenir l'accès à l'eau dans les infrastructures intérieures et extérieures, toute l'année
- Renforcer la confiance en l'eau du robinet et décourager l'achat d'eau en bouteille

Retrouvez les éléments abordés lors de ce deuxième atelier de participation citoyenne, organisé en février 2021 sur le site web de [Bruxelles Environnement](http://www.bruxellesenvironnement.be).